



École, Hôpital, Poste, Sécurité Sociale, etc. :
PENDANT LA CRISE,
LA DÉMOLITION DES SERVICES PUBLICS CONTINUE

La FSU et d'autres syndicats (CGT, Solidaires, UNSA, SGEN-CFDT) n'acceptent pas que ce soit une fatalité ! **GREVE UNITAIRE le 21 janvier.**

Les dégâts sont des dégâts. Ce ne sont pas des options politiques abstraites. Peut-on laisser courir cette entreprise de démolition en attendant des jours meilleurs où on nous présenterait, prête à l'usage, une alternative suffisamment bien ficelée pour entraîner les foules dans un orage revendicatif purificateur ?

Depuis des mois, les remises en cause des droits, des acquis et des progrès sociaux s'accumulent. La loi « Carle » déshabille l'école publique pour préparer un marché où l'on consommerait des prestations éducatives concurrentielles.

La loi « Bachelot » généralise à l'hôpital la logique comptable au détriment de l'égalité devant les soins et de la protection due à tout malade.

La loi « Fillon » transforme La Poste en société commerciale pour rendre possible à court terme sa privatisation.

« Franchises médicales », remboursements et même taxation des indemnités des accidentés du travail vident peu à peu de son contenu l'idée de « sécurité sociale ».

Toutes ces « contre-réformes » systématisent le recul des services publics devant les opérateurs privés, la concurrence marchande, l'inégalité assumée entre personnes, groupes sociaux et territoires.

Tous les pays qui nous ont précédés sur ce chemin sont aujourd'hui les plus ravagés par la crise.

Quel est le souci, quels sont les INTERETS du gouvernement de notre pays ?

Notre organisation syndicale est dans son rôle de défense des intérêts individuels et collectifs de ses adhérents en organisant cette action dont l'urgence et l'importance sont perceptibles.

**DÉFENDRE ET DÉVELOPPER LES SERVICES PUBLICS,
C'EST L'INTÉRÊT DE TOUS**

Seul le service public garantit l'égalité sur le terrain : pour les enfants en difficulté, pour les territoires éloignés des grandes métropoles, pour les familles, pour les laissés-pour-compte de la jungle marchande.

Pour vivre l'égalité, la fraternité et la solidarité, **le service public est notre richesse.**

Défendre, développer et enrichir l'école publique, la Poste sur tout le territoire, l'hôpital au service d'une logique de soins, une Sécurité Sociale redevenue vraiment universelle, c'est plus qu'une exigence, plus qu'une urgence, c'est l'objectif de la campagne d'action lancée par la FSU et ses partenaires syndicaux.

Chacun d'entre nous, dans l'organisation syndicale de son lieu de travail, dans son service public, doit faire passer dans la réalité les décisions prises par nos organisations au niveau national. Mais surtout mettre en œuvre ce que nous voulons depuis des mois : développer les luttes à tous les niveaux et les faire converger. Il faut montrer que tous ces combats dont la dispersion ne sert que le pouvoir qui détruit les services publics que nous défendons, sont le même combat contre le même adversaire et que chaque destruction commise dans un service public est une destruction très grave d'un tissu unique qui protège les plus faibles et rend la vie de tous moins pénible, plus fraternelle, plus solidaire.

L'intersyndicale à trois (FSU, CGT et Solidaires) des Pyrénées-Atlantiques s'est réunie la semaine dernière. Elle a été rejointe jeudi soir 6 janvier par l'UNSA et le SGEN-CFDT.

Face à la politique destructrice du gouvernement, disent la FSU, la CGT et Solidaires, les personnels organisent la résistance. Depuis des mois, les mobilisations se succèdent.

Il est temps, grand temps de les multiplier et de les faire converger.

Il est urgent

- de créer les emplois nécessaires et de donner les moyens aux services publics de répondre aux besoins croissants de la population partout sur le territoire ;
- de revenir sur les suppressions au budget 2010 et pourvoir aux remplacements des départs à la retraite ;
- d'assurer le maintien et la progression du pouvoir d'achat de tous les personnels par l'augmentation du point d'indice et une reconstruction de la grille ;
- de revenir sur toutes les réformes régressives ;
- d'abroger la loi dite de mobilité ;
- de prendre des mesures pour combattre la précarité

Dans notre département, plusieurs initiatives sont prises de façon unitaire :

- **un appel à la grève** sur ces revendications communes, plus les revendications de chaque secteur, **JEUDI 21 JANVIER**
- le matin du 21 à 9 heures 15, deux assemblées des personnels des services publics sont organisées à Bayonne et à Pau pour faire le point des revendications et envisager une action commune sur la durée,
- à 11 heures, deux manifestations démarreront, à Bayonne de la place Sainte Ursule, à Pau, du complexe de la république, vers la préfecture et la sous-préfecture.
- Dans le même temps, et conformément à la décision commune prise au niveau national qui inscrit cette action dans un processus dans la durée, permettant la convergence des luttes les plus larges et les plus unitaires, **avec l'ensemble de la population et des acteurs attachés aux services publics et à la Fonction Publique**, pour faire aboutir nos revendications, il convient de travailler à relancer le travail collectif dans le cadre de l'initiative **Le service public est notre richesse**. Nous avons un levier pour agir : au travail !